

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Michael-Hudson-La-position-de-l-Allemagne-dans-le-nouvel-ordre-mondial-US>

Michael Hudson : « La position de l'Allemagne dans le nouvel ordre mondial US »

- Empire et Résistance - Union Européenne - Allemagne -

Date de mise en ligne : vendredi 4 novembre 2022

Description :

Michael Hudson : « La position de l'Allemagne dans le nouvel ordre mondial US ». L'Allemagne est devenue un satellite économique de la nouvelle guerre froide des Etats-Unis d'Amérique avec la Russie, la Chine et le reste de l'Eurasie.

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'Allemagne est devenue un satellite économique de la nouvelle guerre froide des Etats-Unis d'Amérique avec la Russie, la Chine et le reste de l'Eurasie.

L'Allemagne et les autres pays de l'OTAN ont été invités à s'imposer des sanctions en matière de commerce et d'investissement qui survivront à la guerre par procuration qui se déroule aujourd'hui en Ukraine. Le président des Etats-Unis, Biden et les porte-paroles de son Département d'État, ont expliqué que l'Ukraine n'est qu'une première arène dans une dynamique beaucoup plus large qui divise le monde en deux groupes opposés d'alliances économiques. Cette fracture mondiale promet d'être une lutte de dix ou vingt ans pour déterminer si l'économie mondiale sera une économie unipolaire dollarisée centrée sur les États-Unis, ou un monde multipolaire et multidevises centré sur le cœur de l'Eurasie avec des économies mixtes publiques/privées.

Le Président Biden a caractérisé cette division comme celle étant entre les démocraties et les autocraties. Cette terminologie est un double langage typiquement orwellien. Par « démocraties », il entend les États-Unis et les oligarchies financières occidentales alliées. Leur objectif est de retirer la planification économique des mains des gouvernements élus pour la confier à *Wall Street* et à d'autres centres financiers sous contrôle étasunien. Les diplomates étasuniens utilisent le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale pour exiger la privatisation de l'infrastructure mondiale et la dépendance à l'égard de la technologie, du pétrole et des exportations alimentaires des États-Unis.

Par « *autocratie* », Biden entend les pays qui résistent à cette prise de contrôle par la financiarisation et la privatisation. En pratique, la rhétorique étasunienne signifie la promotion de sa propre croissance économique et de son propre niveau de vie, en maintenant la finance et la banque comme des services publics. Il s'agit essentiellement de savoir si les économies seront planifiées par les centres bancaires pour créer de la richesse financière - en privatisant les infrastructures de base, les services publics et les services sociaux tels que les soins de santé pour en faire des monopoles - ou si elles augmenteront le niveau de vie et la prospérité en maintenant la banque et la création monétaire, la santé publique, l'éducation, les transports et les communications entre les mains du public.

Le pays qui subit le plus de « *dommages collatéraux* » dans cette fracture mondiale est l'Allemagne. En tant qu'économie industrielle la plus avancée d'Europe, l'acier, les produits chimiques, les machines, les automobiles et autres biens de consommation allemands sont les plus fortement dépendants des importations de gaz, de pétrole et des métaux russes, de l'aluminium au titane et au palladium. Pourtant, malgré les deux gazoducs *Nord Stream* construits pour fournir l'Allemagne en énergie à bas prix, l'Allemagne a été invitée à se couper du gaz russe et à se désindustrialiser. Cela signifie la fin de sa prééminence économique. La clé de la croissance du PIB en Allemagne, comme dans d'autres pays, est la consommation d'énergie par travailleur.

Ces sanctions anti-russes rendent la Nouvelle Guerre Froide d'aujourd'hui intrinsèquement anti-allemande. Le Secrétaire d'État des Etats-Unis Anthony Blinken a déclaré que l'Allemagne devrait remplacer le gaz russe arrivant par gazoduc à bas prix par du gaz des Etats-Unis GNL à prix élevé. Pour importer ce gaz, l'Allemagne devra dépenser rapidement plus de 5 milliards de dollars pour construire des capacités portuaires permettant de traiter les méthaniers. L'effet sera de rendre l'industrie allemande non compétitive. Les faillites se multiplieront, l'emploi diminuera, et les dirigeants allemands pro-OTAN imposeront une dépression chronique et une baisse du niveau de vie.

La plupart des théories politiques supposent que les nations agissent dans leur propre intérêt. Sinon, elles sont des pays satellites, qui ne sont pas maîtres de leur destin. L'Allemagne subordonne son industrie et son niveau de vie

aux diktats de la diplomatie des Etats-Unis et à l'intérêt personnel du secteur pétrolier et gazier US. Elle le fait volontairement - non pas à cause de la force militaire, mais par conviction idéologique que l'économie mondiale doit être dirigée par les planificateurs étasuniens de la Guerre Froide.

Il est parfois plus facile de comprendre la dynamique actuelle en s'éloignant de la propre situation immédiate pour examiner des exemples historiques du type de diplomatie politique que l'on voit diviser le monde d'aujourd'hui. Le parallèle le plus proche que je puisse trouver est la lutte de l'Europe médiévale entre la papauté romaine et les rois Allemands - du Saint Empire romain germanique - au 13e siècle. Ce conflit a divisé l'Europe selon des lignes très semblables à celles d'aujourd'hui. Plusieurs papes ont excommunié [Frédéric II](#) et d'autres rois allemands, et ont mobilisé des alliés pour lutter contre l'Allemagne et son contrôle de l'Italie du Sud et de la Sicile.

L'antagonisme de l'Occident contre l'Orient a été suscité par les Croisades (1095-1291), tout comme la Guerre Froide actuelle est une croisade contre les économies qui menacent la domination des États-Unis sur le monde. La guerre médiévale contre l'Allemagne avait pour but de déterminer qui devait contrôler l'Europe Chrétienne : la papauté, les papes devenant des empereurs mondains, ou les dirigeants laïques de royaumes individuels revendiquant le pouvoir de moralement les légitimer et de les accepter.

Le pendant de l'Europe médiévale à la nouvelle guerre froide des Etats-Unis d'Amérique contre la Chine et la Russie ce fut la [Séparation des Églises d'Orient et d'Occident](#) de 1054. Exigeant un contrôle unipolaire sur la chrétienté, [Léon IX](#) excommunia l'Église Orthodoxe centrée à Constantinople et toute la population Chrétienne qui en faisait partie. Un seul évêché, Rome, s'est coupé de l'ensemble du monde Chrétien de l'époque, y compris des anciens patriarchats d'Alexandrie, d'Antioche, de Constantinople et de Jérusalem.

Cette rupture a créé un problème politique pour la diplomatie Romaine : Comment maintenir tous les royaumes d'Europe Occidentale sous son contrôle et revendiquer le droit à des subventions financières de leur part. Cet objectif nécessitait de subordonner les rois séculiers à l'autorité religieuse papale. En 1074, [Grégoire VII](#), Hildebrand, annonça 27 Dictats Papaux décrivant la stratégie administrative permettant à Rome de verrouiller son pouvoir sur l'Europe.

Ces exigences papales présentent un parallèle frappant avec la diplomatie US d'aujourd'hui. Dans les deux cas, les intérêts militaires et **mondiaux** supposent une sublimation sous la forme d'un esprit de croisade idéologique pour cimenter le sentiment de solidarité que requiert tout système de domination impériale. La logique est intemporelle et universelle.

Les Dictats Papaux étaient radicaux à deux égards. Tout d'abord, ils élevaient l'évêque de Rome au-dessus de tous les autres évêchés, créant ainsi la papauté moderne. La Clause 3 stipulait que seul le pape avait le pouvoir d'investiture pour nommer des évêques, les déposer ou les réintégrer. Renforçant cela, la Clause 25 donnait le droit au pape de nommer (ou de déposer) les évêques, et non aux souverains locaux. Et la Clause 12 donnait au pape le droit de déposer les empereurs, à la suite de la Clause 9, obligeant « tous les princes à baiser les pieds du Pape seul » afin d'être considérés comme des souverains légitimes.

De même, aujourd'hui, les diplomates étasuniens revendiquent le droit de désigner qui doit être reconnu comme le chef d'État d'une nation. En 1953, ils ont renversé le dirigeant élu de l'Iran et l'ont remplacé par la dictature militaire du Shah. Ce principe donne aux diplomates étasuniens le droit de parrainer des « révolutions de couleur » pour un changement de régime, comme leur parrainage des dictatures militaires latinoaméricaines créant des oligarchies clientes pour servir les intérêts commerciaux et financiers des États-Unis. Le coup d'État de 2014 en Ukraine n'est que le dernier exercice de ce droit des Etats-Unis de nommer et de révoquer des dirigeants.

Plus récemment, les diplomates des Etats-Unis ont nommé Juan Guaidó comme chef d'État du Venezuela à la place de son président élu, et lui ont remis les réserves d'or de ce pays. Le Président Biden a insisté pour que la Russie renvoie Poutine et mette à sa place un dirigeant plus pro-Usa. Ce « droit » de choisir les chefs d'État est une constante de la politique des États-Unis depuis leur longue histoire d'ingérence politique dans les affaires politiques européennes depuis la Seconde Guerre mondiale.

La deuxième caractéristique radicale des Dictats papaux était qu'ils excluaient toute idéologie et politique qui divergeait de l'autorité papale. La Clause 2 stipulait que seul le Pape pouvait être qualifié d'« Universel ». Tout désaccord était, par définition, hérétique. La Clause 17 stipulait qu'aucun chapitre ou livre ne pouvait être considéré comme canonique sans l'autorité papale.

Une demande similaire à celle formulée par l'idéologie étasunienne actuelle des « marchés libres » financiarisés et privatisés, c'est-à-dire la dérégulation du pouvoir gouvernemental pour façonner les économies qui auraient des intérêts autres que ceux des élites financières et corporatives centrées sur les États-Unis.

La demande d'universalité dans la Nouvelle Guerre Froide d'aujourd'hui est dissimulée dans le langage de la « démocratie ». Mais la définition de la démocratie dans la nouvelle guerre froide d'aujourd'hui est simplement « pro-États-Unis », et plus précisément la privatisation néolibérale en tant que nouvelle religion économique parrainée par les États-Unis. Cette éthique est considérée comme une « science », de même que le quasi prix Nobel des Sciences Economiques. C'est l'euphémisme moderne pour l'économie néolibérale de l'Ecole de Chicago, les programmes d'austérité du FMI et le favoritisme fiscal pour les riches.

Les Dictats Papaux ont défini une stratégie pour verrouiller le contrôle unipolaire sur les royaumes séculiers. Ils affirment la préséance du pape sur les rois du monde, surtout sur les Empereurs du Saint-Empire romain germanique. La Clause 26 donne aux papes le pouvoir d'excommunier quiconque n'est « pas en paix avec l'Église Romaine ». Ce principe impliquait la Clause 27, qui permettait au pape d'« absoudre les sujets de leur fidélité à des hommes méchants ». Cela encourageait la version médiévale des « révolutions de couleur » pour provoquer un changement de régime.

Ce qui unissait les pays dans cette solidarité était l'antagonisme envers les sociétés non soumises au contrôle papal centralisé - les infidèles musulmans qui tenaient Jérusalem, mais aussi les cathares français et toute autre personne considérée comme hérétique. Par-dessus tout, il y avait une hostilité envers les régions suffisamment fortes pour résister aux demandes papales de tribut financier.

Aujourd'hui, l'équivalent d'un tel pouvoir idéologique d'excommunier les hérétiques qui résistent aux demandes d'obéissance et de tribut serait l'Organisation Mondiale du Commerce, la Banque Mondiale et le FMI qui dictent les pratiques économiques et fixent les « conditionnalités » que tous les gouvernements membres doivent suivre, sous peine de sanctions US - la version moderne de l'excommunication des pays qui n'acceptent pas la suzeraineté des États-Unis. La Clause 19 des Dictats stipulait que le pape ne pouvait être jugé par personne - tout comme aujourd'hui, les États-Unis refusent de soumettre leurs actions aux jugements de la Cour internationale de justice (CIJ). De même, aujourd'hui, les dictats des États-Unis via l'OTAN et d'autres organismes (tels que le FMI et la Banque Mondiale) sont censés être suivis par leurs satellites sans poser de questions. Comme Margaret Thatcher l'a dit à propos de sa privatisation néolibérale qui a détruit le secteur public britannique, « *There Is No Alternative* » (TINA).

Mon propos est de souligner l'analogie entre les sanctions que les États-Unis imposent aujourd'hui à tous les pays qui ne suivent pas ses propres exigences diplomatiques. Les sanctions commerciales sont une forme d'excommunication. Elles inversent le principe du [Traité de Westphalie](#) de 1648 qui rendait chaque pays et ses dirigeants indépendants de toute ingérence étrangère. Le Président Biden caractérise l'ingérence étasunienne

comme assurant sa nouvelle antithèse entre « démocratie » et « autocratie ». Par démocratie, il entend une oligarchie clientéliste sous contrôle US, créant des richesses financières en réduisant le niveau de vie des travailleurs, par opposition à des économies mixtes publiques/privées visant à promouvoir le niveau de vie et la solidarité sociale.

Comme je l'ai mentionné, en excommuniant l'Église Orthodoxe centrée à Constantinople et sa population Chrétienne, le [Grand Schisme](#) a créé la fatidique ligne de démarcation religieuse qui sépare « l'Occident » de « l'Orient » depuis le dernier millénaire. Cette division était si importante que Vladimir Poutine l'a citée dans son discours du 30 septembre 2022 pour décrire la rupture actuelle avec les économies occidentales centrées sur les États-Unis et l'OTAN.

Aux 12e et 13e siècles, les conquérants Normands de l'Angleterre, de la France et d'autres pays, ainsi que les rois Allemands, ont protesté à plusieurs reprises, ont été excommuniés à plusieurs reprises aussi, mais ont finalement succombé aux exigences papales. Il a fallu attendre le 16e siècle pour que [Martin Luther](#), [Ulrich Zwingli](#) et [Henri VIII](#) créent enfin une alternative protestante à Rome, rendant ainsi la Chrétienté Occidentale multipolaire.

Pourquoi cela a-t-il été si long ? La réponse est que les croisades ont fourni un centre de gravité idéologique organisatrice. C'était l'analogie médiévale avec la Nouvelle Guerre Froide d'aujourd'hui entre l'Est et l'Ouest. Les croisades ont créé un foyer spirituel de « réforme morale » en mobilisant la haine contre « l'autre » - l'Orient Musulman, et de plus en plus les Juifs et les Chrétiens Européens dissidents du contrôle Romain. C'était l'analogie médiévale avec les doctrines néolibérales actuelles du « libre marché » de l'oligarchie financière Etasunienne et son hostilité envers la Chine, la Russie et d'autres nations qui ne suivent pas cette idéologie.

Dans la Nouvelle Guerre Froide actuelle, l'idéologie néolibérale de l'Occident mobilise la peur et la haine de « l'autre », diabolisant les nations qui suivent une voie indépendante comme des « régimes autocratiques ». Le racisme pur et simple est encouragé à l'égard de peuples entiers, comme le montrent la russophobie et la « *Cancel Culture* » qui sévissent actuellement en Occident.

Tout comme la transition multipolaire de la Chrétienté Occidentale a nécessité l'alternative Protestante du 16e siècle, la rupture du cœur de l'Eurasie avec l'Occident de l'OTAN centré sur les banques doit être consolidée par une idéologie alternative concernant la manière d'organiser des économies mixtes publiques/privées et leur infrastructure financière.

Les églises médiévales de l'Occident ont été vidées de leurs aumônes et de leurs dotations pour contribuer au [Denier de Saint-Pierre](#) et à d'autres subventions à la papauté pour les guerres qu'elle menait contre les souverains qui résistaient aux exigences papales. L'Angleterre a joué le rôle de grande victime que l'Allemagne joue aujourd'hui. D'énormes impôts anglais, prélevés ostensiblement pour financer les croisades, ont été détournés pour combattre Frédéric II, [Conrad](#) et [Manfred 1er de Sicile](#). Ce détournement a été financé par des banquiers papaux du nord de l'Italie (Lombards et Cahorsins), et s'est transformé en dettes royales transmises à l'ensemble de l'économie.

Les barons d'Angleterre ont mené une guerre civile contre [Henri III](#) dans les années 1260, mettant fin à sa complicité dans le sacrifice de l'économie aux exigences papales.

Ce qui a mis fin au pouvoir de la papauté sur les autres pays, c'est la fin de sa guerre contre l'Orient. Lorsque les croisés ont perdu Acre, la capitale de Jérusalem, en 1291, la papauté a perdu son contrôle sur la Chrétienté. Il n'y avait plus de « mal » à combattre, et le « bien » avait perdu son centre de gravité et sa cohérence. En 1307, le [Français Philippe IV](#) (« le Bel ») s'empare de la richesse du grand ordre bancaire militaire de l'Église, celle des Templiers du Temple de Paris. D'autres souverains nationalisent également les Templiers, et les systèmes

monétaires sont retirés des mains de l'Église. Sans un ennemi commun défini et mobilisé par Rome, la papauté a perdu son pouvoir idéologique unipolaire sur l'Europe occidentale.

L'équivalent moderne du rejet des Templiers et de la finance papale serait que les pays se retirent de la nouvelle guerre froide américaine. Ils rejetteraient l'étalon dollar et le système bancaire et financier des États-Unis, ce qui se produit alors que de plus en plus de pays voient la Russie et la Chine non pas comme des adversaires mais comme présentant de grandes opportunités d'avantages économiques mutuels.

La promesse brisée d'un gain mutuel entre l'Allemagne et la Russie

La dissolution de l'Union Soviétique en 1991 promettait la fin de la Guerre Froide. Le Pacte de Varsovie a été dissous, l'Allemagne a été réunifiée et les diplomates étasuniens ont promis la fin de l'OTAN, car la menace militaire soviétique n'existait plus. Les dirigeants russes se sont laissés aller à l'espoir que, comme l'a exprimé le président Poutine, une nouvelle économie paneuropéenne serait créée de Lisbonne à Vladivostok. L'Allemagne, en particulier, devait prendre l'initiative d'investir en Russie et de restructurer son industrie selon des principes plus efficaces. La Russie paierait ce transfert de technologie en fournissant du gaz et du pétrole, ainsi que du nickel, de l'aluminium, du titane et du palladium.

Il n'était pas prévu que l'OTAN soit élargie au point de menacer avec une Nouvelle Guerre Froide, et encore moins qu'elle soutienne l'Ukraine, reconnue comme la kleptocratie la plus corrompue d'Europe, dirigée par des partis extrémistes s'identifiant aux insignes Nazis Allemands.

Comment expliquer que le potentiel apparemment logique de gain mutuel entre l'Europe occidentale et les anciennes économies soviétiques se soit transformé en un parrainage de kleptocraties oligarchiques. La destruction du gazoduc *Nord Stream* résume cette dynamique en quelques mots. Pendant près d'une décennie, les États-Unis ont constamment demandé à l'Allemagne de ne plus dépendre de l'énergie russe. Ces demandes ont été combattues par Gerhard Schröder, Angela Merkel et les chefs d'entreprise Allemands. Ils ont souligné l'évidente logique économique d'un échange mutuel de produits manufacturés allemands contre des matières premières russes. Le problème des États-Unis était de savoir comment empêcher l'Allemagne d'approuver le gazoduc *Nord Stream 2*.

Victoria Nuland, le Président Biden et d'autres diplomates étasuniens ont démontré que le moyen d'y parvenir était d'inciter à la haine de la Russie. La nouvelle guerre froide a été présentée comme une nouvelle croisade. C'est ainsi que George W. Bush avait décrit l'attaque US contre l'Irak pour s'emparer de ses puits de pétrole. Le coup d'État de 2014 parrainé par les États-Unis a créé un régime ukrainien fantoche qui a passé huit ans à bombarder les provinces russophones de l'Est. L'OTAN a donc incité une réponse militaire russe. L'incitation a réussi, et la réponse russe souhaitée a été dûment qualifiée d'atrocité non provoquée. Sa protection des civils a été décrite dans les médias parrainés par l'OTAN comme étant si offensante qu'elle méritait les sanctions commerciales et d'investissement qui ont été imposées depuis février. Voilà ce que signifie une croisade.

Le résultat est que le monde se divise en deux camps : l'OTAN centrée sur les États-Unis et la coalition Eurasiennne émergente. L'un des effets secondaires de cette dynamique a été de laisser l'Allemagne dans l'incapacité de poursuivre la politique économique de relations commerciales et d'investissement mutuellement avantageuses avec la Russie (et peut-être aussi avec la Chine). Le Chancelier Allemand Olaf Sholz se rend en Chine cette semaine pour exiger que celle-ci démantèle son secteur public et cesse de subventionner son économie, faute de quoi l'Allemagne et l'Europe imposeront des sanctions sur le commerce avec la Chine. Il n'y a aucune chance que la Chine puisse répondre à cette demande ridicule, pas plus que les États-Unis ou toute autre économie industrielle ne cessent de

subventionner leur propre secteur des puces électroniques et d'autres secteurs clés. Le Conseil Allemand des relations étrangères est une branche néolibérale « libertaire » de l'OTAN qui exige la désindustrialisation de l'Allemagne et sa dépendance vis-à-vis des États-Unis pour son commerce, à l'exclusion de la Chine, de la Russie et de leurs alliés. Cela promet d'être le dernier clou du cercueil économique de l'Allemagne.

Un autre sous-produit de la Nouvelle Guerre Froide US a été de mettre fin à tout plan international visant à endiguer le réchauffement de la planète. L'une des clés de voûte de la diplomatie économique des États-Unis est que ses compagnies pétrolières et celles de ses alliés de l'OTAN contrôlent l'approvisionnement mondial en pétrole et en gaz - c'est-à-dire qu'elles réduisent la dépendance aux carburants à base de carbone. C'est le but de la guerre de l'OTAN en Irak, en Libye, en Syrie, en Afghanistan et en Ukraine. Ce n'est pas aussi abstrait que « *Démocraties vs Autocraties* ». Il s'agit de la capacité des États-Unis à nuire à d'autres pays en perturbant leur accès à l'énergie et à d'autres besoins fondamentaux.

Sans le récit du « *bien contre le mal* » de la Nouvelle Guerre Froide, les sanctions US perdront leur raison d'être dans cette attaque étasunienne contre la protection de l'environnement, et contre le commerce mutuel entre l'Europe Occidentale et la Russie et la Chine. C'est dans ce contexte que s'inscrit le combat d'aujourd'hui en Ukraine, qui ne sera que la première étape d'une lutte de 20 ans que les États-Unis prévoient de mener pour empêcher le monde de devenir multipolaire. Ce processus enfermera l'Allemagne et l'Europe dans la dépendance des approvisionnements US en GNL.

L'astuce consiste à essayer de convaincre l'Allemagne qu'elle est dépendante des États-Unis pour sa sécurité militaire. Ce dont l'Allemagne a vraiment besoin d'être protégée, c'est de la guerre des États-Unis contre la Chine et la Russie qui marginalise et « ukrainise » l'Europe.

Les gouvernements Occidentaux n'ont pas appelé à une fin négociée de cette guerre, car aucune guerre n'a été déclarée en Ukraine. Les États-Unis ne déclarent la guerre nulle part, car cela nécessiterait une déclaration du Congrès en vertu de la Constitution des États-Unis d'Amérique. Alors les armées des États-Unis et de l'OTAN bombardent, organisent des révolutions de couleur, s'ingèrent dans la politique intérieure (rendant obsolètes les Traités de Westphalie de 1648) et imposent les sanctions qui déchirent l'Allemagne et ses voisins européens.

Comment des négociations peuvent-elles « mettre fin » à une guerre qui ou bien n'a pas de déclaration de guerre, ou bien est une stratégie à long terme de domination unipolaire totale du monde ?

La réponse est qu'il ne peut y avoir de fin tant qu'une alternative à l'ensemble actuel d'institutions internationales centrées sur les États-Unis n'est pas remplacée. Cela nécessite la création de nouvelles institutions reflétant une alternative à la vision néolibérale centrée sur les banques, selon laquelle les économies doivent être privatisées avec une planification centrale par les centres financiers. [Rosa Luxemburg](#) a caractérisé le choix comme étant entre le socialisme et la barbarie. J'ai esquissé la dynamique politique d'une alternative dans mon récent livre, [The Destiny of Civilization](#).

Cet article a été présenté le 1er novembre 2022 sur le site allemand <https://braveneweuropa.com/michael-...>. Une vidéo de mon intervention sera disponible sur YouTube dans une dizaine de jours.

Michael Hudson* pour son blog personnel [Michael Hudson](#)

[Michael Hudson](#). États-Unis, le 2 novembre 2022.

* **Michael Hudson** a travaillé comme économiste à Wall Street. Actuellement *Distinguished Professor* dans l'University of Missouri, Kansas City, et le président de *Institute for the Study of Long-Term Economic Trends*

(ISLET). Il est auteur de quelques livres, entre lesquels ils détachent : « *Super Imperialism : The Economic Strategy of American Empire* » (une nouvelle ed., Pluto Press, 2003) et « *Trade, Development and Foreign Debt : How Trade and Development Concentrate Economic Power in the Hands of Dominant Nations* » (ISLET, 2009). Sa page Web : [Michel Hudson](#)

Traduit de l'anglais pour *El Correo de la Diaspora* par : Estelle et Carlos Debiasi.

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 4 novembre 2022.

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.